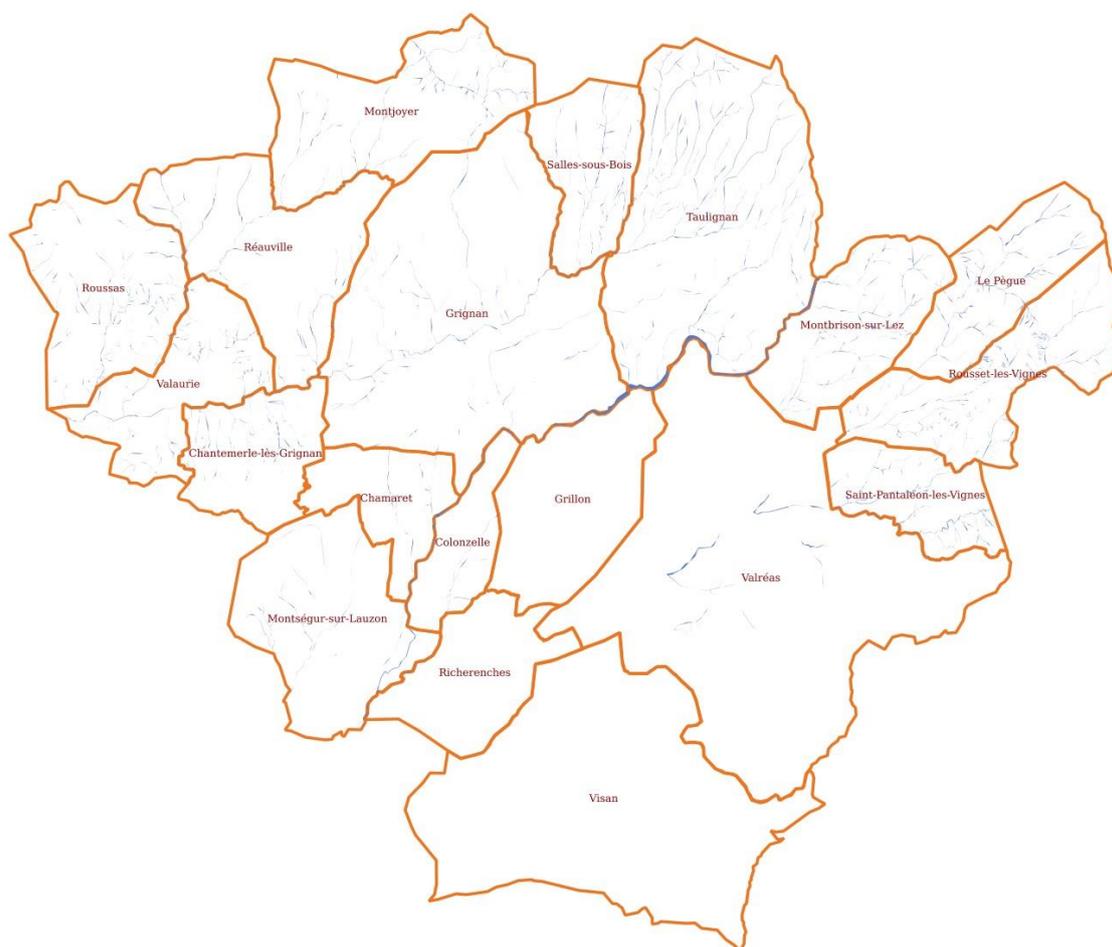


## Règlement du Service Public d'Assainissement Non Collectif de la Communauté de Communes Enclave des Papes – Pays de Grignan



---

### Coordonnées du SPANC

Communauté de Communes Enclave des Papes – Pays de Grignan

Service Public d'Assainissement Non Collectif

Espace Germain Aubert - 17A Rue de Tourville - 84600 VALREAS

☎ : 04.90.35.01.52 standard - @ : [spanc@cceppg.fr](mailto:spanc@cceppg.fr)

## PREAMBULE

La loi sur l'eau du 3 janvier 1992 a imposé aux communes de créer un service public d'assainissement non collectif (SPANC) avant le 31 décembre 2005.

L'article L. 2224-8 du Code Général des collectivités Territoriales fait obligation aux communes d'effectuer le contrôle des systèmes d'assainissement non collectif au plus tard le 31 décembre 2012, puis selon une périodicité qui ne peut pas excéder 10 ans.

Par délibération n°2014-13 en date du 24 janvier 2014, le Conseil Communautaire a confirmé l'exercice de la compétence assainissement non collectif par la Communauté de Communes Enclave des Papes-Pays de Grignan.

La Communauté de Communes Enclave des Papes-Pays de Grignan est compétente en matière de contrôle des systèmes d'assainissement non collectif, en vertu de l'arrêté inter-préfectoral du 22 mai 2018 portant modification de ses statuts.

Les missions du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) sont fixées par :

- L'arrêté du 27 avril 2012, déterminant les modalités de contrôle des systèmes d'assainissement non collectif
- L'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1.2 kg/j de DBO5.

Tout service d'assainissement exerce une activité de nature industrielle et commerciale (cf. art. L. 2224-11 du CGCT). Le SPANC est donc un service public industriel et commercial (SPIC) et son activité est encadrée par les grands principes du service public, à savoir :

- Principe de continuité de service ;
- Principe d'adaptabilité du service (en fonction des évolutions réglementaires, techniques, économiques) ;
- Principe d'égalité de traitement des usagers du service.



## SOMMAIRE

### I - DISPOSITIONS GENERALES

- Article 1<sup>er</sup>           Objet du règlement – Champ d’application territorial  
Article 2            Définitions

### II - OBLIGATIONS DES PARTIES

- Article 1<sup>er</sup>           Règlementations  
Article 2            Objectifs et obligations du SPANC  
Article 3            Responsabilités et obligations des usagers du SPANC

### III - MODALITES DE CONTRÔLES DU SPANC

- Article 1<sup>er</sup>           Ouvrages neufs ou réhabilités : contrôle de la conception et vérification technique de la bonne exécution des travaux  
Article 2            La vérification périodique du bon fonctionnement des ouvrages existants  
Article 3            La vérification du système ANC dans le cadre d’une vente immobilière  
Article 4            Rapports de visite  
Article 5            Avis du SPANC  
Article 6            Périodicité  
Article 7            Changement de situation

### IV - FINANCEMENT DU SERVICE – PENALITES, Infractions et poursuites

- Article 1<sup>er</sup>           Financement du service  
Article 2            Sanctions et Pénalités pour refus de contrôle  
Article 3            Recouvrement de la redevance  
Article 4            Majoration de la redevance pour retard de paiement  
Article 5            Infractions et poursuites  
Article 6            Pouvoirs de police et responsabilités  
Article 7            Voies de recours

### V – CLAUSES GENERALES

- Article 1<sup>er</sup>           Date d’entrée en vigueur  
Article 2            Publicité du règlement  
Article 3            Modifications du règlement  
Article 4            Date d’application et clauses d’exécution  
Article 5            Etablissement et Suivi du fichier

## I - DISPOSITIONS GENERALES

### **Article 1<sup>er</sup> – OBJET DU REGLEMENT – CHAMP D'APPLICATION TERRITORIAL**

Le présent règlement a pour objet :

- De définir les conditions d'exécution des missions du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC)
- De déterminer les modalités de gestion administrative et technique
- De fixer les droits et obligations de chacun
- D'établir les relations de la CCEPPG avec les usagers et les communes membres de l'intercommunalité, au titre de leurs compétences propres.

Il s'applique sur le territoire de la CCEPPG regroupant les communes suivantes :

- Grillon, Richerenches, Valréas et Visan en Vaucluse ;
- Chamaret, Chantemerle les Grignan, Colonzelle, Grignan, Le Pègue, Montbrison sur Lez, Montségur sur Lauzon, Montjoyer, Réauville, Roussas, Rousset les Vignes, Saint Pantaléon les Vignes, Salles Sous-Bois, Taulignan et Valaurie en Drôme.

Les prescriptions du présent règlement ne font pas obstacle au respect de l'ensemble des réglementations en vigueur.

### **Article 2 – DEFINITIONS**

#### **Assainissement non collectif, individuel ou autonome :**

Les termes « installation d'assainissement non collectif, individuel ou autonome » désignent toute installation d'assainissement assurant la collecte, le transport, le traitement et l'évacuation des eaux usées domestiques ou assimilées au titre de l'article R.214-5 du code de l'environnement des immeubles ou parties d'immeubles, non raccordés à un réseau public de collecte des eaux usées.

Les installations d'assainissement non collectif ne doivent pas présenter de risques pour la santé publique ou pour la sécurité des personnes ou porter atteinte à la qualité du milieu récepteur.

Tous les dispositifs assurant le traitement des eaux usées industrielles (caves, élevages...) situés en zone ANC sont tenus de dépolluer leurs eaux, selon les lois et règlements en vigueur, sous contrôle des services de l'Etat compétents (DDT - Direction Départementale des Territoires, ARS – Agence Régionale de Santé...).

Si un dispositif indépendant est prévu pour traiter uniquement les eaux usées domestiques (sanitaires, douches...) alors sa validation et son contrôle relèveront de la compétence du SPANC.

#### **Eaux usées domestiques :**

Elles sont constituées des eaux vannes (urines et matières fécales) et des eaux grises ménagères (lessives, salle de bain, cuisine, toilettes) et proviennent des habitations.

Conformément aux dispositions de l'article R 214-5 du code de l'environnement : « constituent un usage domestique de l'eau, les prélèvements et les rejets destinés exclusivement à la satisfaction des besoins des personnes physiques propriétaires ou locataires des installations et de ceux des personnes résidant habituellement sous leur toit, dans les limites des quantités d'eau nécessaires à l'alimentation humaine, aux soins d'hygiène, au lavage et aux productions végétales ou animales réservées à la consommation familiale de ces personnes.

En tout état de cause, est assimilé à un usage domestique de l'eau tout prélèvement inférieur ou égal à 1 000 m3 d'eau par an, qu'il soit effectué par une personne physique ou une personne morale et qu'il le soit au moyen d'une seule installation ou de plusieurs, ainsi que tout rejet d'eaux usées domestiques dont la charge brute de pollution organique est inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ».

**Usager :**

Est usager du service public d'assainissement non collectif, toute personne physique ou morale, propriétaire ou occupant, à quelque titre que ce soit, d'un immeuble non raccordé à un réseau collectif d'assainissement.

**Immeuble :**

Terme générique qui désigne les immeubles, les maisons, les habitations ou les constructions.

**Eaux pluviales et de ruissellement :**

Proviennent des précipitations atmosphériques.

**Eaux industrielles :**

Eaux qui sont rejetées ou produites au cours de processus de production industrielle.

**Eaux agricoles :**

Désigne l'eau utilisée dans l'agriculture.

**Les toilettes sèches :** Les toilettes sèches ne traitent que les fèces et les urines. Elles sont obligatoirement mises en œuvre en parallèle d'une installation réglementaire destinée à recevoir et à traiter l'ensemble des eaux ménagères. Dans le cas d'un traitement commun des urines et des fèces, les résidus seront mélangés à un matériau organique pour produire un compost. Dans le cas d'une filière ne concernant que les fèces, le traitement se fera par séchage (les urines rejoindront les dispositifs d'assainissement prévus pour les eaux ménagères).

**Entretien :**

Tout propriétaire est responsable de la conception et de l'implantation de cette installation, qu'il s'agisse d'une création ou d'une réhabilitation, ainsi que de la bonne exécution des travaux correspondants.

Il est également obligatoire et nécessaire d'assurer un fonctionnement optimal de l'installation en assurant son entretien et en faisant procéder à la vidange, périodiquement, par une entreprise agréée.

**Site internet de références**

- Site interministériel de référence

<https://www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr/>

- Liste des installations réglementaires

<https://www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr/installations-d-assainissement-non-r83.html>

- Liste des dispositifs de traitement agréés

<https://www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr/agrement-des-dispositifs-de-traitement-r92.html>

- Liste des vidangeurs agréés en Drôme

<https://www.drome.gouv.fr/matieres-de-vidange-a2935.html>

- Liste des vidangeurs agréés en Vaucluse

<http://www.vaucluse.gouv.fr/l-agrement-des-vidangeurs-de-vaucluse-a1614.html>

## **II - OBLIGATIONS DES PARTIES**

### **Article 1<sup>er</sup> - REGLEMENTATIONS**

**Les systèmes d'assainissement non collectifs sont subordonnés au respect des documents suivants :**

- Loi sur l'Eau du 03 janvier 1922
- Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques
- Code de la Santé Publique
- Règlements sanitaires départementaux
- Schémas Directeurs d'Assainissement,
- Prescriptions techniques fixées par l'Arrêté du 7 septembre 2009 modifié par arrêté du 07 mars 2012 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif
- L'Arrêté du 27 avril 2012 déterminant les modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif ;
- Arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées
- Arrêté du 25 janvier 2010 définissant les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges
- Diverses normes techniques et autres textes réglementaires en vigueur
- Documents réglementaires des communes, collectivités et des Services de l'Etat

Cette liste est non exhaustive et peut évoluer selon les publications à venir, qui seraient susceptibles de modifier ou remplacer les textes ci-dessus mentionnés.

### **Article 2 - OBJECTIFS ET OBLIGATIONS DU SPANC**

En vertu des Articles L2224-8 et L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, le SPANC exerce le contrôle technique des systèmes d'assainissement non collectif conformément à la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques et à l'Arrêté ministériel du 7 septembre 2009, révisé par l'arrêté du 7 mars 2012, fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif.

Son but est de :

- Valoriser les systèmes d'ANC comme des solutions techniquement opérationnelles et économiquement intéressantes pour l'habitat dispersé ;
- Veiller à la préservation de la santé des populations et de la salubrité de l'environnement ;

Les installations supérieures à 1.2 kg de DBO5/jour (plus de 20 équivalents habitants) sont soumises aux prescriptions techniques données dans l'arrêté du 22 juin 2007, modifié par l'arrêté du 21 juillet 2015.

La mission de contrôle prise en charge par le SPANC inclut :

- Le contrôle de la conception des installations ;
- La vérification technique de la bonne exécution des ouvrages neufs ou réhabilités ;
- La vérification périodique du bon fonctionnement des ouvrages existants ;
- La vérification du système ANC dans le cadre d'une vente immobilière.

**Ces prestations ont pour objectif de donner au propriétaire une meilleure garantie du bon fonctionnement de son système d'assainissement, en s'assurant notamment, que les dispositifs d'assainissement non collectif existants ne sont pas à l'origine de problèmes de salubrité publique (Code de la Santé Publique), de pollution ou de problèmes de voisinage. Il doit également veiller à la préservation de la qualité des eaux superficielles et souterraines, en identifiant d'éventuels risques**

**environnementaux ou sanitaires liés à la conception, à l'exécution, au fonctionnement, à l'état ou à l'entretien des installations.**

**Le SPANC a un rôle de conseils aux usagers et professionnels du secteur et de contrôle technique des installations.**

Ces prestations exercées dans la cadre de la compétence du SPANC sont mises en œuvre sans préjudices des prérogatives dévolues par les lois et règlements en vigueur à d'autres autorités publiques et notamment aux communes en matière d'urbanisme ou au maire de chaque commune en matière de police administrative tant générale que spéciale, et le cas échéant en matière de police judiciaire.

L'attention des usagers est appelée sur le fait que le SPANC ne prend pas en charge l'entretien des systèmes d'assainissement non collectif, lequel reste à leur charge. Le SPANC n'intervient pas dans les relations et éventuels différends entre les usagers et les entreprises, les propriétaires et locataires.

### **Article 3 - RESPONSABILITES ET OBLIGATIONS DES USAGERS DU SPANC**

Conformément à l'article L. 1331-1 du Code de la santé publique, tout immeuble existant ou à construire, non desservi par le réseau public d'assainissement, destiné à recevoir des eaux usées domestiques, doit être doté d'une installation d'assainissement non collectif.

La conception et l'implantation du système d'assainissement (choix de la filière, des dispositifs mis en œuvre et de leur dimensionnement) ainsi que la réalisation d'une installation d'assainissement non collectif, son entretien régulier et sa réhabilitation sont à la charge et sous la responsabilité du propriétaire.

Par ailleurs, conformément à l'article 4 de l'Arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif, les dispositifs d'assainissement autonomes ne doivent pas porter atteinte à la salubrité publique, à la qualité du milieu récepteur ni à la sécurité des personnes. Elles ne doivent pas présenter de risques pour la santé publique et doivent se conformer aux prescriptions du dit article.

Le demandeur doit en premier lieu veiller au respect des règles d'urbanisme de la commune d'implantation du projet, de la réglementation applicable aux installations d'assainissement non collectif ainsi que du règlement de service du SPANC.

D'autre part ses obligations sont :

- Equiper l'immeuble d'une installation d'assainissement non collectif
- Assurer l'entretien et faire procéder à la vidange périodiquement par une personne agréée pour garantir son bon fonctionnement.
- Procéder aux travaux prescrits, le cas échéant, par le SPANC dans le document délivré à l'issue du contrôle, dans un délai de quatre ans.
- Laisser accéder les agents du SPANC à la propriété, sous peine de condamnation à une astreinte en cas d'obstacle à la mission de contrôle.
- Acquitter la redevance pour la réalisation du contrôle à réception de l'avis des sommes à payer adressé par le Service de gestion comptable (SGC) de Vaison la Romaine.
- Assurer l'entretien régulier du dispositif d'assainissement non collectif.
- Être contraint à payer une astreinte en cas de non-respect de ces obligations.
- Être contraint à réaliser les travaux d'office par mise en demeure du maire au titre de son pouvoir de police.

Enfin, lors du contrôle, le propriétaire doit :

- Être présent le jour du contrôle ou à être représenté par une personne dûment habilitée.

- Rassembler tous les documents relatifs à l'installation (factures, permis de construire, plan de masse, étude de sol, vidanges...) et fournir tout document jugé utile par le contrôleur du SPANC. Les éléments à vérifier et demandés par le SPANC au demandeur sont répertoriés dans les arrêtés règlementaires en vigueur.
- Rendre accessibles le jour du contrôle, tous les regards, couvercles, tampons et ouvertures des dispositifs d'assainissement non collectif (fosse toutes eaux, fosse septique, bacs à graisses, regard de collecte, épandage, puits d'infiltration...) afin de permettre au contrôleur du SPANC d'accéder à l'ensemble des dispositifs (les regards devront être dégagés, accessibles, ouverts, non enterrés et non scellés).
- Apporter des informations sincères et véritables au technicien

## Entretien et vidange

Il incombe au propriétaire de faire effectuer l'entretien régulier du dispositif d'assainissement non collectif afin de garantir son bon fonctionnement, qui comprend notamment la vidange régulière de la fosse septique (obligation légale - article L1331-1-1 du Code de la santé publique). Cela consiste en l'extraction et le transport des matières de vidange de l'installation d'assainissement non collectif jusqu'au site de dépotage, lieu d'élimination.

La réglementation ne fait pas référence à une durée précise pour vidanger une fosse septique. La fréquence de vidange dépend des modes de vie et d'utilisation des installations.

En revanche, un arrêté fixe un seuil limite à atteindre. « La périodicité de vidange de la fosse toutes eaux ou du dispositif à vidanger doit être adaptée en fonction de la hauteur de boues, qui ne doit pas dépasser 50 % du volume utile » - article 15 de l'arrêté du 7 septembre 2009.

La vidange d'une fosse septique ne peut pas être effectuée par un particulier. Elle est confiée à un professionnel agréé. L'entreprise ou organisme, choisi librement par l'utilisateur pour effectuer les opérations d'entretien des ouvrages, est tenu de remettre à l'utilisateur un document comportant au moins les indications énoncées par l'article 3 et suivants de l'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.

L'élimination des matières de vidange doit être effectuée conformément aux dispositions réglementaires. Nocifs pour l'environnement, les rejets de boues d'épuration dans le milieu aquatique sont formellement interdits (article R2224-16 du Code général des collectivités territoriales).

Les factures et bordereaux de suivis des déchets ainsi que tout autres documents utiles pourront être demandés par les agents du SPANC lors du contrôle de bon fonctionnement et d'entretien des ouvrages d'assainissement non collectif.

Si le SPANC constate un défaut d'entretien engendrant des nuisances pour l'environnement ou la santé publique, une pénalité sera alors appliquée.

- Liste des vidangeurs agréés en Drôme  
<https://www.drôme.gouv.fr/matieres-de-vidange-a2935.html>
- Liste des vidangeurs agréés en Vaucluse  
<http://www.vaucluse.gouv.fr/l-agrement-des-vidangeurs-de-vaucluse-a1614.html>

## Séparation des eaux et déversements interdits

Il est interdit de déverser ou d'introduire dans une installation d'assainissement non collectif tout fluide ou solide susceptible d'entraîner des détériorations ou des dysfonctionnements de cette installation.

Les fluides et solides interdits, à ce titre sont notamment :

-les eaux pluviales -les eaux de piscine, provenant de la vidange d'un ou plusieurs bassins, ou du nettoyage des filtres, -les ordures ménagères même après broyage, -les effluents d'origine agricole, -les matières de vidange provenant d'une autre installation d'assainissement non collectif ou d'une fosse étanche, -les huiles usagées même alimentaires, -les hydrocarbures, -les liquides corrosifs, des acides, des produits radioactifs, -les peintures ou solvants, -les matières inflammables ou susceptibles de provoquer des explosions. - les lingettes de toute nature et de manière générale, toute substance, notamment toxique, non dégradable ou pouvant entraver le bon fonctionnement du dispositif d'installation non collectif.

### **Droit d'accès des agents du service aux propriétés privées**

Les contrôles effectués par le SPANC sont une obligation fixée aux communes par la loi et qui s'imposent, par conséquent, aux particuliers.

Les agents du service ont accès, pour l'accomplissement de leur mission, aux propriétés privées, dans les conditions prévues à l'article L. 1331-11 du Code de la Santé publique.

Pour un contrôle sur l'initiative du SPANC, un avis préalable de visite sera notifié au propriétaire des ouvrages, et le cas échéant à l'occupant des lieux, dans un délai de 15 jours minimum.

Le propriétaire doit être présent ou représenté lors de toute visite du SPANC. S'il n'est pas lui-même occupant de l'immeuble, il doit s'assurer que l'occupant ne fera pas obstacle au droit d'accès des agents du SPANC et informer son représentant éventuel de la date et heure de la visite.

L'utilisateur doit faciliter l'accès de ses installations aux agents du service en laissant accéder les agents du SPANC à la propriété. Une amende sera appliquée en cas d'obstacle à la mission de contrôle.

## **III - MODALITES DE CONTROLES DU SPANC**

### **Prescriptions techniques**

L'implantation, la conception et la réalisation de toute installation doivent être conformes :

- Aux prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif, définies par l'arrêté ministériel du 7 septembre 2009, révisées par l'arrêté du 7 mars 2012, et au document technique unifié 64-1, repris dans la norme AFNOR XP P 16-603 de mars 2007.
- A toute réglementation applicable à ces systèmes : en particulier aux règles d'urbanisme nationales ou locales, aux arrêtés de protection des captages d'eau potable et, le cas échéant, aux arrêtés préfectoraux dérogatoires pour certaines filières.

Le respect de ces prescriptions donne lieu aux contrôles obligatoires par le SPANC à l'occasion de la conception des installations et de la réalisation des travaux. Ces prescriptions sont destinées à assurer la compatibilité des ouvrages avec les exigences de la santé publique et de l'environnement.

### **Article 1<sup>er</sup> - OUVRAGES NEUFS OU REHABILITES : CONTROLE DE LA CONCEPTION ET VERIFICATION TECHNIQUE DE LA BONNE EXECUTION DES TRAVAUX**

#### **1. Le contrôle des dossiers de conception**

Ce contrôle de conception porte sur tout projet de réalisation, de modification ou de réhabilitation d'un système d'assainissement non collectif et peut être exigé lors de demandes d'urbanisme : permis de construire, déclaration préalable de travaux....

Ce contrôle de conception, d'implantation et de réalisation des travaux est impérativement effectué par le SPANC avant tout démarrage des travaux. Le demandeur ne doit entreprendre les travaux qu'à réception de l'avis de conformité du service.

### Prise de rendez-vous

Pour déclencher le contrôle de son dossier, l'utilisateur doit transmettre au SPANC par mail ou courrier aux coordonnées du SPANC le formulaire de déclaration dûment complété et signé, l'étude de sol, le plan de situation de la parcelle, ainsi que les éventuels documents complémentaires listés sur le formulaire. Une étude à l'échelle de la parcelle est obligatoire afin de justifier le choix de la filière d'assainissement non collectif à mettre en œuvre à partir des caractéristiques pédologiques du terrain d'implantation, d'une évaluation de la production d'eaux usées de l'immeuble et du contexte environnemental. Cette étude dite « de sol et de filière d'assainissement non collectif » doit être réalisée par un bureau d'étude technique.

### Réalisation du contrôle

Le contrôle de conception est généralement réalisé sur dossier, à partir des pièces fournies. Cependant le SPANC peut solliciter des compléments d'informations ou rendez-vous sur site auprès de l'utilisateur. L'étude du dossier complet remis par l'utilisateur fera l'objet d'un rapport de préconisations qui constate la conformité ou la non-conformité des projets de travaux aux règles.

Le SPANC dispose d'un délai d'un mois, à compter de la réception d'un dossier complet, pour formuler son avis. En cas de dossier incomplet, le service demande à l'utilisateur les pièces manquantes. Le délai d'un mois est suspendu jusqu'à réception des pièces demandées.

Les points à contrôler sont définis à l'annexe 1 de l'arrêté du 27 avril 2012. Ils portent entre autres sur :

- Le choix de la filière
- La bonne implantation de la filière
- Le rejet après traitement (en cas de rejet au milieu hydraulique superficiel, en réseau EP, dans le fossé... l'accord du gestionnaire est requis)
- La conception : respect des prescriptions techniques réglementaires et du dimensionnement.

Cette liste est non exhaustive et peut être complétée et modifiée en fonction de l'évolution des textes réglementaires. Tout autre point laissé à l'appréciation de l'agent contrôleur pourra être pris en compte.

Toute modification du projet d'assainissement non collectif avant la réalisation des travaux doit faire l'objet d'un nouvel avis du SPANC. L'étude du dossier fera l'objet d'une nouvelle facturation, sauf si le type de filière est similaire.

Les travaux ne peuvent être exécutés qu'après avoir reçu un avis favorable du SPANC sur leur conception et leur implantation ; ils devront être finalisés (remblaiement) seulement après de contrôle de bonne exécution des travaux par le SPANC.

Si le SPANC émet un avis défavorable, l'utilisateur sera invité à modifier son projet, et à déposer un nouveau dossier d'assainissement non collectif.

Dans ce cas, il appartient à l'autorité compétente en matière d'urbanisme d'apprécier si la demande d'autorisation de construire ou d'aménager demeure conforme aux exigences du Code de l'urbanisme. La responsabilité du SPANC ne saurait, à ce titre, être recherchée.

Conformément aux articles R431-16 et R441-6 du Code de l'Urbanisme, le rapport de conformité du

projet d'installation doit être joint à la demande de permis de construire ou d'aménager. A défaut, le dossier de demande d'urbanisme sera réputé incomplet.

Le projet de dispositif d'assainissement non collectif présenté dans le dossier d'urbanisme doit être similaire à celui approuvé par le SPANC ; Dans le cas contraire, l'avis sera défavorable.

## 2. La vérification technique de la bonne exécution des ouvrages neufs ou réhabilités

Cette vérification concerne les installations neuves ou réhabilitées et fait suite au dossier de conception ayant obtenu un avis de conformité.

Une fois le dossier conception validé par le SPANC, l'utilisateur peut entreprendre les travaux.

Le dispositif d'assainissement non collectif installé doit être similaire à celui approuvé par le SPANC ; Dans le cas contraire, le SPANC émettra un avis défavorable et imposera au propriétaire de se mettre en conformité.

Afin de faire constater la bonne exécution des travaux, l'utilisateur doit prévenir le SPANC, 7 à 10 jours avant le remblaiement, afin d'organiser une visite en présence du SPANC, de l'utilisateur et de l'entrepreneur chargé des travaux.

Le SPANC fixera un rendez-vous, en coordination avec le propriétaire et/ou l'entrepreneur, pour organiser sur place la visite de contrôle de conformité des installations.

Le SPANC :

- Contrôlera les points définis à l'annexe 1 de l'arrêté du 27 avril 2012 :
  - La conformité avec les informations remises au moment du projet de terrain
  - La conformité entre le projet présenté au moment du dépôt de permis de construire et la réalisation effective de l'installation notamment l'implantation ;
  - La bonne exécution des ouvrages (conception, implantation, qualité des matériaux et matériels, respect des règles d'art...)
- Émettra un avis sur l'exécution du projet : les observations réalisées au cours de la visite sont consignées par le prestataire dans un rapport qui constate la conformité ou la non-conformité des travaux aux règles. Si les ouvrages ne sont pas conformes, le technicien précisera les causes de non-conformité dans son avis. Le technicien devra en outre récupérer auprès du demandeur les plans de récolement des installations. Un exemplaire de ceux-ci sera transmis à la CCEPPG.
- Prendra des photos numériques de l'installation.

L'ensemble des éléments et photos seront enregistrés dans le dossier de l'utilisateur.

Ce rapport certifie la conformité des seuls éléments visibles le jour de la visite et n'engage pas la responsabilité du SPANC en cas de vice caché ou de mauvais fonctionnement de l'installation.

Si les travaux sont réputés conformes : le technicien rédigera un rapport de conformité définitif qui sera adressé au propriétaire.

Dans le cas de travaux non conformes : la CCEPPG informera le propriétaire de l'obligation de reprendre ses travaux. Après la mise en conformité des installations par le propriétaire, le technicien procédera à un nouveau contrôle comme mentionné ci-dessus. Si le second contrôle s'effectue dans une période inférieure à 3 mois à compter de la date du 1<sup>er</sup> contrôle, il ne fera pas l'objet d'une nouvelle facturation.

L'impossibilité de contrôler la bonne exécution des travaux (remblaiement effectué avant contrôle par exemple) se traduira uniquement par la réalisation d'un constat de réalisation, la conformité des travaux ne pouvant pas être attestée.

Dans ce cas, le SPANC est déchargé de toute responsabilité. L'utilisateur s'expose aux mesures administratives et/ou aux sanctions rappelées au règlement.

Une visite permettant de vérifier le bon fonctionnement sera alors programmée l'année suivante permettant le cas échéant de lever les réserves.

A noter que l'utilisateur sera facturé, dans un premier temps, pour le contrôle des travaux et dans un second temps, l'année suivante, pour le contrôle de bon fonctionnement.

L'utilisateur est tenu de soumettre les travaux réalisés au contrôle de bonne exécution effectué par le SPANC. Dans le cas contraire, la responsabilité du SPANC est dérogée ; Le non-respect de ces règles par le propriétaire engage totalement sa responsabilité et, le cas échéant celle de l'installateur.

## **Article 2 - LA VERIFICATION PERIODIQUE DU BON FONCTIONNEMENT DES OUVRAGES EXISTANTS**

Le contrôle périodique de bon fonctionnement des ouvrages d'assainissement non collectif concerne toutes les installations neuves, réhabilitées ou existantes sur le territoire de la CCEPPG. Il a pour objet de vérifier que le fonctionnement des ouvrages n'entraîne pas de pollution des eaux ou du milieu aquatique, ne porte pas atteinte à la santé et à la salubrité publique. Il est exercé tant sur place que sur pièces par les agents du SPANC qui ont pour ce faire, accès aux propriétés privées.

La fréquence des contrôles de bon fonctionnement est déterminée et fixée par délibération. Toutefois sur demande du maire, une visite complémentaire peut être effectuée entre deux visites programmées.

L'utilisateur est tenu de se soumettre au contrôle de bon fonctionnement dans les conditions prévues à l'article 11, et de faciliter l'intervention de l'agent du SPANC, en particulier en rendant accessibles tous les ouvrages et en tenant à disposition tous les documents utiles au contrôle.

### **Prise de rendez-vous**

Elle peut être à l'initiative, soit de l'utilisateur, soit du SPANC, qui détermine les dates des visites périodiques.

Dans ce cas, il envoie par courrier à l'utilisateur des propositions de dates, au minimum 15 jours à l'avance.

En l'absence de réponse de l'utilisateur sous un mois, le SPANC dépose dans la boîte aux lettres un avis de passage avec un rendez-vous précis que l'utilisateur doit confirmer.

En cas de non-réponse de l'administré à la demande de rendez-vous du SPANC dans les 6 semaines, un nouveau courrier qui fixera la date et l'heure du rendez-vous sera adressé à l'utilisateur.

En cas de non-réponse une nouvelle fois, un nouveau courrier, envoyé avec avis de réception, fixant une nouvelle date et heure de rendez-vous sera adressé à l'utilisateur.

Si ce courrier reste une nouvelle fois sans réponse sous 6 semaines, l'utilisateur sera facturé de la somme correspondant au contrôle et devra s'astreindre d'une amende, dont les montants sont fixés par délibération du conseil communautaire.

### **Le visite de contrôle**

La visite de contrôle du bon fonctionnement d'une installation existante donnera lieu à l'établissement d'un diagnostic des ouvrages en place, de manière à vérifier si l'état et le fonctionnement de ces derniers sont conformes à la réglementation.

Ce document, sur la base de l'arrêté du 27 avril 2012, indique :

- Des recommandations en termes d'accessibilité, entretien ou de modifications à apporter ;
- La date du contrôle, la liste des points contrôlés

- L'évaluation des dangers pour la santé des personnes et les risques avérés de pollution de l'environnement générés par l'installation ;
- L'évaluation de la non-conformité au regard de la grille d'évaluation fixé par arrêté du 27 avril 2012
- La liste des travaux, classés par ordre de priorité, à réaliser par le propriétaire
- Les délais impartis à la réalisation de chacun des travaux ou modifications préconisés
- La fréquence de contrôle en vigueur, fixée par délibération.

Le bon fonctionnement des ouvrages impose notamment à l'utilisateur :

- De maintenir les ouvrages en dehors de toute zone de circulation ou de stationnement de véhicule, des zones de culture ou de stockage de charges lourdes ;
- D'éloigner tout arbre et plantation des dispositifs d'assainissement ;
- De maintenir perméable à l'air et à l'eau la surface de ces dispositifs (notamment en s'abstenant de toute construction ou revêtement étanche au-dessus des ouvrages) ;
- De conserver en permanence une accessibilité totale aux ouvrages et aux regards ;
- D'assurer régulièrement les opérations d'entretien ;
- De ne pas déverser, dans son installation d'assainissement non collectif, tous corps solides ou non, pouvant présenter des risques pour la sécurité ou la santé des personnes, polluer le milieu naturel ou nuire à l'état et au bon fonctionnement de l'installation, à compléter le cas échéant en fonction des prescriptions du Règlement Sanitaire Départemental.

Au terme du rendez-vous, le technicien remettra à l'administré une attestation de visite contre signature.

Dans le cas de rejets autorisés en milieu hydraulique superficiel ou si le contexte le nécessite, le SPANC pourra demander des prélèvements d'effluents ou analyses d'eau en vue de la vérification du respect des normes en vigueur. Ces analyses seront effectuées par un laboratoire agréé aux frais du propriétaire.

Un rapport sera rédigé par le SPANC et remis au propriétaire, dans les meilleurs délais et sous un mois maximum. Le contrôle donnera lieu à une redevance et à un rapport de visite.

### **Le visite de contrôle après l'acquisition d'un bien immobilier**

En cas de non-conformité lors de la signature de l'acte de vente d'un bien immobilier équipé d'un dispositif ANC, le nouvel acquéreur devra se conformer à l'obligation de mise aux normes de son installation individuelle en faisant procéder aux travaux de réhabilitation ou remplacement du système ANC non conforme dans un délai d'une année après l'acquisition.

Il devra alors obtenir l'avis favorable du SPANC sur le dossier de conception et faire contrôler les travaux réalisés avant remblaiement (article 1er)

Si aucune démarche n'est entreprise par l'acheteur au terme d'une année, un contrôle de l'existant sera alors imposé par le SPANC ; le nouvel acquéreur sera alors contraint de réaliser les travaux de mise aux normes et devra d'acquiescer d'une amende.

### **Article 3 - LA VERIFICATION DU SYSTEME ANC DANS LE CADRE D'UNE VENTE IMMOBILIERE**

En cas de vente de tout ou partie d'un immeuble bâti, un rapport de contrôle du dispositif d'assainissement non collectif datant de moins de 3 ans, doit être établi par le SPANC et annexé à la promesse de vente ou, à défaut de promesse, à l'acte authentique de vente. (Article L. 1331-11-1 du code de la santé publique)

En l'absence de contrôle depuis trois ans, le contrôle est obligatoire et effectué à la demande du propriétaire ou d'un professionnel (agence immobilière ou notaire) mandaté par le propriétaire. La redevance est à la charge du vendeur.

### **Prise de rendez-vous**

Pour déclencher le contrôle du système d'assainissement non collectif dans le cadre d'une vente immobilière, le propriétaire ou le professionnel doit transmettre aux coordonnées du SPANC, le formulaire correspondant dûment complété et signé.

Le service, à réception du formulaire, prendra contact avec la personne désignée pour convenir d'un rendez-vous sur site.

Le propriétaire doit veiller à rassembler tous les documents relatifs à son installation (factures, permis de construire, plan de masse, étude de sol, vidanges...) et à fournir tout document jugé utile par le contrôleur du SPANC.

### **Statut du dispositif**

Si le rapport s'avère conforme, il est valable pour une durée de 10 années, sauf en cas de vente ou un rapport daté de moins de 3 ans sera exigé.

En cas de non-conformité lors de la signature de l'acte de vente, le nouvel acquéreur devra se conformer à l'obligation de mise aux normes de son installation individuelle en faisant procéder aux travaux de réhabilitation ou remplacement du système ANC non conforme dans un délai d'une année après l'acquisition.

Il devra alors obtenir l'avis favorable du SPANC sur le dossier de conception et faire contrôler les travaux réalisés avant remblaiement (article 1<sup>er</sup>)

Si aucune démarche n'est entreprise par l'acheteur au terme d'une année, un contrôle de l'existant sera alors imposé par le SPANC ; le nouvel acquéreur sera alors contraint de réaliser les travaux de mise aux normes ; une amende sera appliquée.

### **Changement de propriétaire**

Le vendeur est tenu d'informer sans délai le SPANC, en cas de mutation de propriété entraînant un changement de propriétaire de l'immeuble équipé d'un système d'assainissement non collectif.

A cet effet, il communique au SPANC une attestation notariale précisant l'identité du nouveau propriétaire. De plus, conformément aux dispositions de l'article L1331-11-1 du Code de la Santé Publique, les Offices Notariés doivent adresser, au plus tard un mois après la signature de l'acte authentique, une copie de l'attestation de vente par courrier ou par mail à l'autorité ayant délivré le rapport du SPANC lors de la vente.

### **Article 4 - RAPPORTS DE VISITE**

Les points à contrôler sont définis à l'annexe 1 de l'arrêté du 27 avril 2012

Les observations réalisées au cours de ces contrôles qu'ils soient effectués sur dossier, ou sur site, sont mentionnées dans un rapport de visite, précisant les données techniques de l'installation et sa conformité ou non avec la réglementation.

Ce rapport est adressé par mail, et le dossier original par courrier, dans un délai de 30 jours ouvrés après la réception du dossier de conception ou de la visite, aux coordonnées renseignées sur le formulaire par le demandeur lors de sa demande.

- **Rapport de conception**

Le contrôle de conception est généralement réalisé sur dossier, à partir des pièces fournies. Cependant le SPANC peut solliciter des compléments d'informations ou rendez-vous sur site auprès de l'utilisateur.

- Rapports des diagnostics de dispositifs ANC existants, en cas de vente ou de réalisation de travaux  
Ce rapport comprendra au minimum une fiche synthétique décrivant l'installation et les observations du contrôleur.

## **Article 5 - AVIS DU SPANC**

### **Avis conforme :**

L'installation ne présente pas de défauts impactant son bon fonctionnement

### **Avis conforme avec réserves :**

L'installation présente un défaut d'entretien ou d'usure d'un ou plusieurs éléments constitutifs. Le SPANC liste alors une liste de préconisation ou suggestions de mesures.

### **Avis non conforme :**

L'installation en question n'est pas accessible à l'agent, est en très mauvaise état ou est tout simplement inexistante. Le propriétaire ou l'occupant du logement a 3 ans pour réhabiliter son installation et ce délai est ramené à 1 an lors d'une mise en vente de l'habitation.

### **Avis non conforme avec risques :**

L'installation répond aux critères de non-conformité listés ci-dessus et présente un risque et une dangerosité avérés pour la santé des occupants du logement ainsi que des problèmes de pollution de l'environnement. Le propriétaire ou l'occupant du logement a 3 ans pour réhabiliter son installation et ce délai est ramené à 1 an lors d'une mise en vente de l'habitation.

## **Article 6 - PERIODICITE**

### **La périodicité des contrôles est déterminée selon les cas suivants :**

- **Le contrôle de la conception des installations neuves ou à réhabiliter**
  - Périodicité : à la demande du propriétaire lors du projet de conception ou réhabilitation d'une installation ANC
  - Validité : 3 ans ; passé ce délai, il sera nécessaire de présenter un nouveau dossier de conception au SPANC pour étude du dossier et formulation d'un avis.
- **La vérification technique de la bonne exécution des ouvrages neufs ou réhabilités**
  - Périodicité : à la demande du propriétaire lors des travaux, avant remblaiement.
  - Validité : 10 ans ; En cas de non-conformité des travaux, le propriétaire dispose d'un délai de 1 année pour réaliser les travaux de mise en conformité.
- **La vérification périodique du bon fonctionnement des ouvrages existants**
  - Périodicité : 10 ans.
  - Validité : 10 ans – sauf en cas de vente du bien immobilier ; En cas de non-conformité du dispositif, le propriétaire dispose d'un délai de 3 années pour réaliser les travaux de mise en conformité.
- **La vérification du système ANC dans le cadre d'une vente immobilière**
  - Périodicité : à la demande du vendeur du bien.
  - Validité : 3 ans ; En cas de non-conformité des travaux, le nouveau propriétaire dispose d'un délai de 1 année pour réaliser les travaux de mise en conformité.

Un contrôle exceptionnel peut être réalisé par le SPANC, avant la date prévue pour le prochain contrôle périodique, dans les cas suivants :

- Sur demande du Maire au titre de son pouvoir de Police dont l'objectif d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publique sur le territoire de la commune.  
Toute plainte doit faire l'objet d'un écrit adressé au Maire de la Commune qui saisira le SPANC pour contrôle.  
Le SPANC rédigera ensuite un rapport qui sera transmis à l'utilisateur.  
Le Maire, au titre de son pouvoir de police, prendra ensuite les mesures adéquates.
- A la demande du propriétaire

## **Article 7 – CHANGEMENT DE SITUATION**

### **Suppression d'un dispositif d'assainissement individuel**

Un dispositif d'assainissement autonome peut être supprimé, uniquement dans les cas suivants :

- Raccordement au réseau d'assainissement collectif ;
- Démolition de l'immeuble.

En cas de raccordement à un réseau collectif d'assainissement destiné à recevoir les eaux usées, le propriétaire de l'immeuble est tenu, dès l'établissement du branchement, de mettre les fosses, et autres installations de même nature, hors d'état de servir ou de créer des nuisances à venir, conformément à l'article L. 1331-5 du Code de la Santé Publique. Il en informe sans délai le service (cf. article 3).

### **Réalisation d'un dispositif d'assainissement individuel**

En cas de réalisation ultérieure d'un réseau public d'assainissement des eaux usées, le raccordement des immeubles desservis est obligatoire dans un délai de deux ans selon l'article L1331-1 du Code de la Santé Publique, sauf dérogation écrite du SPANC ou de la Commune à compter de la date de mise en service de l'égout même si le système d'assainissement non collectif est en bon état de fonctionnement et vérifié par le SPANC

Les immeubles équipés d'un dispositif d'assainissement non collectif conforme (et dont le permis de construire date de moins de 10 ans) peuvent bénéficier d'une dérogation de non-raccordement au réseau public de collecte des eaux usées jusqu'à la dixième année de la conception du système ANC afin d'amortir les frais engagés pour la mise en place d'un dispositif d'ANC, à compter de la date de contrôle de l'installation par le SPANC. Cette autorisation de non-raccordement est délivrée par arrêté de l'autorité compétente.

Les immeubles difficilement raccordables au réseau public de collecte des eaux usées au titre du code de la santé publique, peuvent également obtenir une dérogation de non-raccordement, délivrée par la collectivité compétente en matière d'assainissement collectif.

En application de l'Article L1331-5 du Code de la Santé Publique, les fosses et autres installations de même nature doivent être mises hors d'état de servir, ou de créer des nuisances, sous la responsabilité et aux frais du propriétaire. Les dispositifs de traitement et d'accumulation ainsi que les fosses septiques mis hors service ou rendus inutiles pour quelque cause que ce soit doivent être vidangés, curés, puis comblés ou démolis.

En cas de démolition d'un immeuble, le propriétaire est tenu de mettre les fosses, et autres installations de même nature, hors d'état de servir ou de créer des nuisances à venir. Il en informe sans délai le service.

## IV - FINANCEMENT DU SERVICE – PENALITES, INFRACTIONS ET POURSUITES

### Article 1<sup>er</sup> - FINANCEMENT DU SERVICE

Le SPANC est un service public à caractère industriel et commercial. En conséquence :

- Le budget du service est équilibré en recettes et en dépenses ;
- Le financement du service est entièrement assuré par des redevances, appliquées aux usagers ;
- Les redevances trouvent leur contrepartie directe dans le service rendu ; la tarification respecte le principe de l'égalité des usagers devant le service ;
- Le produit des redevances est affecté exclusivement au financement des charges du service

Par délibération, le conseil communautaire a fixé un certain nombre de redevances dont la distinction est basée sur la nature du contrôle. Ces différentes redevances sont destinées à financer les charges du service, conformément aux prescriptions des articles R.2224-19 et suivants du code Général des Collectivités Territoriales. Le propriétaire d'une installation d'ANC est soumis au paiement d'une redevance d'assainissement non collectif. Ces montants sont annexés au présent règlement et peuvent être révisés par simple délibération.

Un tarif de redevance spécifique à chaque prestation est déterminé

Installation autonome inférieure à 20 équivalents habitants :

- Le contrôle de la conception des installations neuves ou à réhabiliter
- La vérification technique de la bonne exécution des ouvrages neufs ou réhabilités
- La vérification périodique du bon fonctionnement des ouvrages existants
- La vérification du système ANC dans le cadre d'une vente immobilière

Installation autonome supérieure à 20 équivalents habitants :

- Le contrôle de la conception des installations neuves ou à réhabiliter
- La vérification technique de la bonne exécution des ouvrages neufs ou réhabilités
- La vérification périodique du bon fonctionnement des ouvrages existants
- La vérification du système ANC dans le cadre d'une vente immobilière

Frais divers inhérents au fonctionnement du service :

- Frais de déplacement sans visite – Usager absent au rendez-vous non annulé 24 heures au préalable
- Deuxième étude de dossier de conception suite à un changement de filière
- Contre-visite
- Refus de contrôle – empêchement d'accès au site
- Travaux non réalisés dans le délai imparti
- Travaux obligatoires non engagés 1 an après une vente immobilière
- Travaux obligatoires non engagés 3 ans après notification

Les analyses complémentaires périodiques demandés par le SPANC et / ou imposées par l'Agence de l'eau, notamment en vue d'autorisations dérogatoires, sont intégralement à la charge du propriétaire.

#### Cas particuliers :

Dans le cadre de contrôle de conception, si le demandeur souhaite un avis sur un système ANC différent, l'étude du dossier fera l'objet d'une nouvelle facturation, sauf si le type de filière est similaire.

Lors de travaux de conception ou réhabilitation : Si les ouvrages ont été remblayés avant l'accord du SPANC, l'agent ne pourra donner qu'un avis favorable avec réserves. Une visite permettant de vérifier le

bon fonctionnement des ouvrages existant, à la charge de l'utilisateur, sera alors programmée l'année suivante permettant le cas échéant de lever les réserves.

En cas de rapport réputé non conforme : si le second contrôle s'effectue dans une période inférieure à 3 mois à compter de la date du 1<sup>er</sup> contrôle, il ne fera pas l'objet d'une nouvelle facturation.

Dans le cas où plusieurs dispositifs pour un même bien seraient concernés, le demandeur devra déposer un dossier par système.

## **Article 2 - SANCTIONS ET PENALITES POUR REFUS DE CONTROLE**

En application des dispositions de l'article L1331-8 du Code de la Santé Publique :

Des pénalités pourront être exigées auprès de tout propriétaire qui ne s'est pas conformé aux obligations de contrôle. En effet, le propriétaire peut être astreint au paiement d'une amende dans les cas suivants :

En cas d'obstacle mis à l'accomplissement des missions de contrôle du SPANC ou en cas de non-respect du présent règlement, l'utilisateur s'expose au paiement de la somme définie par l'article L1331-8 du Code de la Santé Publique : *« est astreint au paiement d'une somme au moins équivalente à la redevance qu'il aurait payée au service public d'assainissement si son immeuble avait été raccordé au réseau ou équipé d'une installation d'assainissement autonome réglementaire, et qui peut être majorée dans une proportion fixée par le conseil municipal (...) dans la limite de 400 % . »*

Tout report moins de 24 heures avant du rendez-vous fixé avec le SPANC, toute absence de réponse au courrier de demande de rendez-vous ou tout refus d'accès aux installations ou à la propriété sont qualifiés d'obstacle.

En cas de défaillance du propriétaire à faire réaliser les contrôles énumérés ci-dessus, ceux-ci seront réalisés à posteriori par le SPANC qui pourra facturer ses prestations et appliquer les pénalités en conséquence :

- Installation réalisée sans contrôle de conception
- Défaut d'entretien dûment constaté
- Refus de contrôle – empêchement d'accès au site
- Frais de déplacement sans visite, usager absent au rendez-vous non annulé 24 heures au préalable
- Travaux obligatoires non engagés 1 an après une vente immobilière
- Travaux obligatoires non engagés 3 ans après notification

A noter que les sanctions peuvent être appliquées plusieurs fois jusqu'à ce que l'utilisateur ait engagé les démarches pour la réhabilitation et qu'elles soient réalisées.

Au titre de ses pouvoirs généraux de police, il est à la charge du maire de constater ou de faire constater les infractions éventuellement relevées dans ce rapport et d'agir en conséquence.

## **Article 3 - RECOUVREMENT DE LA REDEVANCE**

Le recouvrement de la redevance d'assainissement non collectif est assuré par le SPANC.

La redevance d'assainissement non collectif est facturée au propriétaire de l'immeuble ou, le cas échéant, à la personne désignée sur le formulaire de déclaration. La demande de règlement sera adressée par le Trésor Public aux coordonnées indiquées sur le formulaire. Le paiement se fait en une fois, toute demande de paiement échelonné sera à solliciter auprès du Trésor Public.

Aucun règlement ne sera demandé ou accepté par le technicien du SPANC le jour du contrôle.

Sont précisés sur la facture ou sur le titre exécutoire :

- Le montant de la redevance détaillée par prestation de contrôles ;
- La date limite de paiement de la redevance ainsi que les conditions de son règlement ;

Les demandes d'avance sont interdites.

#### **Article 4 - MAJORATION DE LA REDEVANCE POUR RETARD DE PAIEMENT**

Si la redevance n'est pas payée dans les 15 jours suivant cette mise en demeure, elle est majorée de 25 %, en application de l'article R.2224-19-9 du code général des collectivités territoriales.

Le défaut de paiement de cette redevance dans les trois mois qui suivent la présentation de la facture fait l'objet d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception.

#### **Article 5 - INFRACTIONS ET POURSUITES**

Les infractions pénales aux dispositions applicables aux installations d'assainissement non collectif ou celles concernant la pollution de l'eau sont constatées, soit par des agents du ministère de la santé ou officiers de police judiciaire qui ont une compétence générale, dans les conditions prévues par le Code de Procédure Pénale, soit, selon la nature des infractions, par les agents de l'État, des établissements publics de l'État ou des collectivités territoriales, habilités et assermentés dans les conditions prévues par le Code de la Santé Publique, le Code de l'Environnement, le Code de la Construction et de l'Habitation ou le Code de l'Urbanisme.

A la suite d'un constat d'infraction aux prescriptions prises en application de ces deux derniers codes, les travaux peuvent être interrompus par voie judiciaire ou par voie administrative. L'absence d'une installation d'assainissement non collectif lorsque celle-ci est exigée en application de la législation en vigueur, sa réalisation, sa modification ou sa réhabilitation dans les conditions non-conformes aux prescriptions réglementaires prises en applications du code de la santé publique, du code de la construction et de l'habitation ou du code de l'urbanisme, exposent le propriétaire de l'immeuble aux sanctions pénales et aux mesures complémentaires prévues par ces codes.

Si les infractions persistent après une mise en demeure, des pénalités financières seront appliquées (article L1331-8 du Code de la Santé Publique).

- Pour les infractions liées à l'exécution des ouvrages lors de nouvelles constructions ou de réhabilitation d'ouvrages existants (ouvrages non-conformes, impossibilité d'effectuer la visite de contrôle...),
- Pour les infractions liées à un défaut d'entretien des installations. Le montant de ces pénalités financières est fixé par délibération du Conseil Communautaire de la CCEPPG et révisable par délibération.

#### **Article 6 – POUVOIR DE POLICE ET RESPONSABILITE**

Le maire est l'autorité de police administrative au nom de la commune. Il possède des pouvoirs de police générale lui permettant de mener des missions de sécurité publique, tranquillité publique et salubrité publique. Il reste responsable de l'application de la loi sur l'eau sur le territoire de sa commune. En conséquence il lui appartient, s'il le souhaite, d'informer le SPANC de toute réalisation de travaux en cours, ayant fait ou non l'objet d'un contrôle de conception, ou ayant eu un avis non conforme.

## **Article 7 - VOIES DE RECOURS**

En cas de contestation de l'usager, un recours amiable auprès du service est possible dans un délai de 2 mois à réception du rapport.

Un écrit motivé doit être adressé par mail ou courrier aux coordonnées du SPANC ; ce courrier pourra être accompagné de tout document jugé nécessaire par le demandeur.

Le SPANC examine alors le dossier et devra adresser une réponse écrite sous 21 jours ouvrés au demandeur. Il pourra justifier l'avis rendu et / ou les conclusions, ou les modifier selon la situation.

En cas de désaccord, les litiges individuels entre les usagers du service public d'assainissement non collectif et ce dernier relèvent de la compétence des tribunaux judiciaires.

Toute contestation portant sur l'organisation du service (tels que : délibération instituant la redevance ou fixant ses tarifs, délibération approuvant le règlement du service, règlement du service, etc.) relève de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Nîmes.

## **VI – CLAUSES GENERALES**

### **Article 1er– DATE D'ENTREE EN VIGUEUR**

Le présent règlement entre en vigueur à compter de sa publication, après avoir été adopté par le Conseil Communautaire. Tout règlement de service antérieur est abrogé de ce fait, et à compter de cette date.

### **Article 2 – PUBLICITE DU REGLEMENT**

Le présent règlement approuvé par le Conseil Communautaire, doit être affiché et notifié à chaque usager recensé. Pour ce faire, un affichage, d'une durée de deux mois minimum, sera effectué tant au siège de la Communauté de Communes qu'en mairies. Il est consultable par tout public, en permanence, tant au siège de la Communauté de Communes qu'en mairie de chaque commune ; il sera accessible via le site internet de la CCEPPG.

### **Article 3 – MODIFICATIONS DU REGLEMENT**

Des modifications au présent règlement peuvent être décidées par l'assemblée délibérante compétente et adoptées selon la même procédure que celle suivie pour son adoption.

### **Article 4 – DATE D'APPLICATION ET CLAUSES D'EXECUTION**

Le Président de la Communauté de Communes Enclave des Papes-Pays de Grignan, les agents du SPANC et le Receveur de la communauté de communes, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent règlement.

La Maire de chaque commune est chargée de la Police Municipale et doit assurer la salubrité publique sur le territoire communal. Il doit notamment prévenir et faire cesser les pollutions de toute nature.

## **Article 5 – ETABLISSEMENT ET SUIVI DU FICHIER**

### **RGPD - Règlement général sur la protection des données**

L'établissement, la tenue et la mise à jour du fichier des usagers est à la charge du SPANC. Dans le cadre de l'exécution de la mission de service public du SPANC, la collecte de certaines données est obligatoire, notamment les noms, prénom, adresse du client, numéro cadastral de la parcelle.

Ces informations recueillies sur les formulaires de demandes et lors des visites, sont collectées et seront utilisées par la CCEPPG et la société prestataire, si le marché est attribué à une entreprise privée. La Communauté de Communes conserve les données collectées pendant toute la durée d'existence du service et ne les utilisera que dans le cadre de l'exercice du service ANC. Les fichiers ont pour finalité la gestion de tous les contrôles du SPANC et de la facturation. Ces informations ne seront pas utilisées à d'autres fin que celles exigées par le service et pourront être détruites réglementairement.

La gestion des fichiers se fait en conformité avec la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et avec le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données personnelles et à la libre circulation des données (intitulé exact du « RGPD »).

Conformément au Règlement Général de la Protection des Données en vigueur depuis le 25 mai 2018, Les usagers du service disposent, sous réserve de justifier de leur identité :

- D'un droit d'accès ainsi que d'un droit de rectification dans l'hypothèse où ces informations s'avèreraient inexactes, incomplètes, équivoques et/ou périmées ;
- D'un droit d'opposition, sans frais, à l'utilisation par la collectivité de ces informations à des fins de prospection commerciale.

En contactant le SPANC, par courrier ou par mail, aux coordonnées du SPANC.

Une fois par an, le SPANC rend compte de l'état d'avancement des dossiers d'assainissement non collectif pour chaque commune. Cette démarche permettra de vérifier que les travaux de tous les projets instruits par le SPANC aient été soumis à un contrôle de bonne exécution.

---

### **CONTACTER LE SPANC**

Communauté de Communes Enclave des Papes – Pays de Grignan  
Service Public d'Assainissement Non Collectif  
Espace Germain Aubert - 17 A Rue de Tourville - 84600 VALREAS  
☎ : 04.90.35.01.52. - @ : spanc@ceppg.fr

---

Règlement de service approuvé par le Conseil Communautaire en date du

### **ANNEXES**

- 1- Délibération adoptant le règlement du service d'Assainissement Non Collectif
- 2- Délibération adoptant les redevances d'assainissement non collectif
- 3- Arrêté du 7 septembre 2009 téléchargeable sur [www.legifrance.gouv.fr](http://www.legifrance.gouv.fr)
- 4- Arrêté du 27 avril 2012 téléchargeable sur [www.legifrance.gouv.fr](http://www.legifrance.gouv.fr)